

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

**ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008**  
**(LIMOUSIN)**

NOR : *ASET0850107M*

IDCC : *1702*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin représentant :

- la fédération départementale des travaux publics et de la construction TP 19 ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction TP 23 ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction TP 87 ;
- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique SERCE ;
- la délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de canalisateurs de France,

D'une part, et

La CFTC ;

Le syndicat FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, les barèmes des salaires minima des ouvriers de travaux publics sont établis dans les conditions suivantes.

## Article 1<sup>er</sup>

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour les ouvriers des entreprises de travaux publics quel que soit leur horaire de travail, les salaires minima annuels base 35 heures sont fixés comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point	SALAIRE MINIMUM annuel
Niveau I			
- position 1	100	166,21	16 621
- position 2	110	155,28	17 081
Niveau II			
- position 1	125	139,65	17 456
- position 2	140	139,65	19 552
Niveau III			
- position 1	150	139,65	20 947
- position 2	165	138,75	22 894
Niveau IV	180	138,75	24 975
Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC			

Le barème, établi sur la base des 35 heures, n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

## Article 2

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132- 10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Limoges.

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

#### **Article 4**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 132.9 du code du travail.

Fait à Limoges, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)